

*Questions orales***QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de la Défense.

Selon un magazine d'aviation de réputation internationale, Agusta, la société italienne à laquelle le gouvernement achète les hélicoptères EH-101, aurait maintenant une dette de 1,4 milliard de dollars et serait maintenant placée sous la protection de la Loi sur la faillite en Italie.

Le gouvernement italien ne semble ni prêt ni capable de renflouer la société aux termes des règles de la Communauté européenne.

Pourquoi la ministre insiste-t-elle pour risquer des milliards de dollars de deniers publics afin de soutenir une entreprise qui est à la veille de fermer ses portes? Va-t-elle au moins suspendre l'application du contrat afin que nous puissions nous assurer que les Canadiens ne vont pas finir par subventionner une entreprise étrangère en faillite?

L'hon. Kim Campbell (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants): Monsieur le Président, le gouvernement n'a pas lieu de croire que le contrat ne sera pas respecté.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, permettez-moi de poser une question supplémentaire sur la qualité du produit offert.

À la fin de janvier, le prototype du EH-101 s'est écrasé pour des raisons inconnues entraînant la mort de quatre personnes dont le pilote d'essai. Le ministère italien des Transports a interdit de vol les huit prototypes qui restent et il a ouvert une enquête qui n'est pas encore terminée.

Pourquoi le gouvernement s'est-il engagé à acheter un hélicoptère extrêmement coûteux alors qu'il n'est toujours pas prouvé qu'il soit sûr ou fiable? Combien d'argent le gouvernement va-t-il payer pour les erreurs d'autrui?

L'hon. Kim Campbell (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants): Monsieur le Président, le prototype dont le député parle et qui s'est écrasé n'est pas le même modèle dont il est question dans nos contrats.

Le gouvernement a choisi ce modèle pour remplacer les deux flottes d'hélicoptères et la flotte d'aéronefs à

voilure fixe pour la même raison que le parti du député qui a siégé au comité permanent a appuyé à l'unanimité, avec ses collègues, l'achat de ces hélicoptères en novembre 1990.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, la ministre sait pertinemment que lorsque le comité a fait rapport, le coût des hélicoptères s'élevait à moins de 40 p. 100 de ce qu'il est maintenant et que c'était avant l'écrasement du prototype.

En somme, ce que la ministre nous dit, c'est que le gouvernement a engagé des milliards de dollars pour acheter des hélicoptères dont la fiabilité reste à prouver à une entreprise qui est en train de faire faillite, sans s'assurer de protéger les contribuables canadiens.

La ministre peut-elle nous dire quelles garanties le gouvernement a reçues en cas de non-exécution du contrat? Et toujours dans un esprit d'honnêteté et d'équité et de bon gouvernement, la ministre va-t-elle déposer le contrat d'achat d'hélicoptères afin qu'on puisse évaluer les engagements qui ont été pris et la façon dont le gouvernement canadien peut s'extirper du pétrin dans lequel la ministre nous a placés?

• (1420)

L'hon. Kim Campbell (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants): Monsieur le Président, ce que prétend le député ne s'appuie sur rien de concret.

En ce qui concerne l'écrasement du prototype qui, en fait, n'est pas le modèle visé par nos contrats, je m'inquiète davantage du plus récent écrasement de l'un de nos Sea King vieillissant, au large de la Floride.

Selon moi, les Canadiens veulent qu'on fasse appel à la technologie moderne pour respecter certaines normes de sécurité et ils ne souhaitent certes pas que, par opportunisme politique, on mette en danger la sécurité des hommes et des femmes qui servent dans nos forces armées.

M. Brian Tobin (Humber-Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi à la ministre de la Défense.

Le gouvernement et la ministre de la Défense continuent d'augmenter presque tous les mois le coût de ces hélicoptères. Au début, il y a de cela un certain nombre d'années, ces appareils devaient coûter 2 milliards de dollars. Leur coût est ensuite passé à 4,4 milliards de dollars. Il y a quelques semaines, ils ont reconnu qu'il atteindrait 5,8 milliards de dollars.